

02

Bilan 2016

03

Vie des entreprises

04

Perspectives 2017

05

Emploi

06

Investissements et stratégie

07

Enjeux

08 - 15

Analyses sectorielles

- Industrie
- BTP
- Commerce de gros
- Services aux entreprises
- Transport logistique
- Commerce de détail
- Services aux particuliers
- Hôtels, cafés et restaurants

16

Chiffres clés et méthodologie

Bilan 2016 et perspectives 2017

Après la crise de 2008 et les longues années de vaches maigres qui l'ont suivie, les auspices pourraient désormais paraître plus favorables pour l'économie française. En effet, la consommation des ménages semble un peu plus soutenue en lien avec une amélioration très progressive du marché du travail. Par ailleurs, les taux d'intérêt demeurent très bas, ce qui, certes, n'arrange pas la vie des banques mais soutient le secteur de la construction. Celui-ci retrouve des couleurs après avoir plombé la croissance pendant des années. Enfin, les marges des entreprises s'améliorent grâce aux mesures de soutien, et les investissements repartent à la hausse. Autant d'éléments qui permettent à la demande interne d'être relativement bien orientée. Hélas, notre faiblesse structurelle à exporter va conduire la croissance française à rester largement en dessous de 2% en 2017, les prévisionnistes les plus euphoriques tablant sur... 1,6% !

A l'échelle de la région Hauts-de-France, les résultats de notre enquête annuelle de conjoncture auprès de 4 000 dirigeants viennent confirmer le retour à la normale qui se dégageait déjà dans le précédent exercice de perspectives. Nos chefs d'entreprises portent un regard positif sur leur activité 2016 tant en termes de ventes que de trésorerie et rentabilité. Cet optimisme est partagé par toutes les entreprises quelle que soit leur taille et par l'ensemble des secteurs. Les statistiques « réelles » sont aussi plutôt encourageantes. Le nombre de défaillances a baissé significativement en 2016 et l'emploi repart doucement.

Les dirigeants sont plutôt optimistes pour 2017 même s'ils se montrent très attentistes. On peut les comprendre. Certes, la conjoncture mondiale est globalement rassurante : les pays émergents n'ont pas sombré dans une crise profonde et la zone euro et les Etats-Unis se sont installés sur un sentier de croissance honorable. Toutefois les incertitudes géopolitiques se sont encore accrues. Les dirigeants n'ont aucune visibilité sur la politique économique à venir aux Etats-Unis, au Royaume-Uni mais aussi en Chine ou encore en Russie. Autant de facteurs qui risquent de limiter les ambitions exportatrices de nos entreprises. Pour autant, les CCI Hauts-de-France ne relâcheront pas leurs efforts dans l'accompagnement des entreprises à l'international avec une équipe dédiée à l'échelle de la nouvelle région.

Autre enjeu essentiel pour l'avenir de nos entreprises : le digital. Seulement 21% des dirigeants régionaux jugent que le digital transforme leur structure d'après les résultats de notre enquête. Il est urgent de les accompagner dans cette véritable révolution qui touche à tous les pans de l'entreprise (offre de services, relation client, organisation interne). C'est pourquoi les élus des CCI Hauts-de-France en ont fait un axe stratégique de leur nouvelle mandature.

Maryse Darcq
Présidente de la Commission études
de la CCI de région Hauts-de-France

« Cela va mieux » dicit... les dirigeants !



2016

**bilan de
l'activité**

- La normalisation de l'activité s'est confirmée en 2016
- Cette embellie s'observe dans tous les secteurs, même dans le commerce de détail

Après avoir été au point mort entre 2012 et 2014, la croissance française a retrouvé un peu de couleur ces deux dernières années, aux alentours de 1,2% en 2015 et en 2016. Le pouvoir d'achat des ménages a encore bénéficié l'an dernier d'une inflation proche de zéro, permettant à la consommation privée de progresser sur un rythme honorable de 1,5%. Si les exportations ont déçu, l'investissement s'est en revanche mieux tenu qu'en 2015, notamment les dépenses des ménages en logement qui sont enfin reparties à la hausse après quatre années de recul.

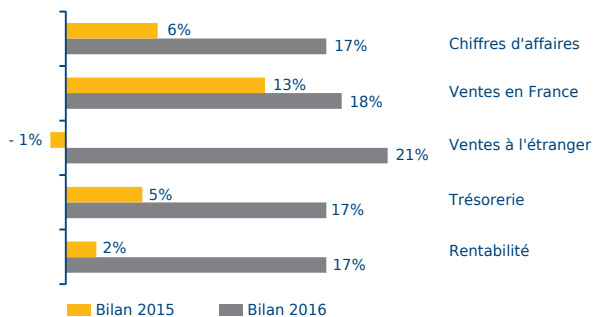
L'ACTIVITÉ SE RENFORCE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

A l'échelle régionale, nos enquêtes de conjoncture tout au long de 2016 nous signalaient une amorce de normalisation sur un certain nombre d'indicateurs (le chiffre d'affaires, la trésorerie et,

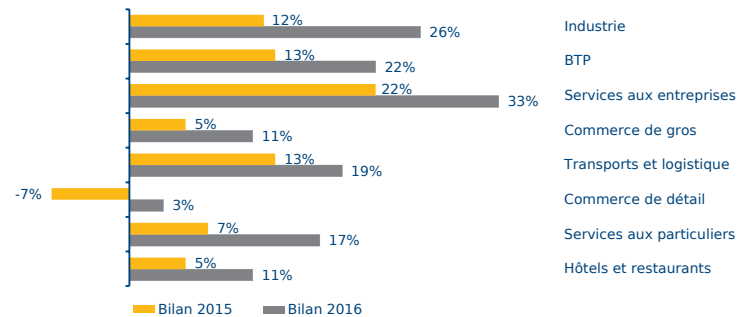
même, tout récemment l'emploi). Les résultats de l'enquête annuelle viennent nous conforter dans ce diagnostic. Par rapport à 2015, les chefs d'entreprises des Hauts-de-France se montrent beaucoup plus optimistes quand ils dressent le bilan de leur activité en 2016. Le solde d'opinions (la différence entre les opinions favorables et les opinions défavorables) sur le chiffre d'affaires s'installe à +17 après +6 en 2015. Pour rappel, il était dans le rouge en 2014 (-5).

Les indicateurs financiers montrent aussi que les entreprises régionales ont renoué avec la rentabilité et que leur trésorerie s'est nettement améliorée. Les soldes d'opinions sont largement positifs pour le bilan 2016 (+17 pour chacun d'eux). Il faut garder à l'esprit que les entreprises reviennent de loin : les soldes de trésorerie et de rentabilité étaient tombés à -11 et -13 en 2014...

Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



Opinion des dirigeants sur le chiffre d'affaires



UNE CROISSANCE RÉGIONALE GLOBALEMENT PLUS ÉQUILIBRÉE

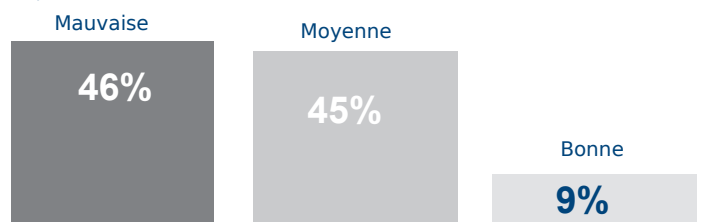
L'activité régionale s'est bien mieux tenue en 2016 qu'en 2015 et surtout, sa croissance paraît plus équilibrée. En effet, les dirigeants portent un jugement nettement positif non seulement sur leurs ventes en France (+18) mais aussi sur leurs ventes à l'étranger (+21), alors que ces dernières étaient largement en souffrance dans le bilan 2015.

Autre point positif, la croissance s'est diffusée à l'ensemble des entreprises régionales, quelle que soit leur taille. Certes, les plus petites entreprises continuent d'afficher des performances moindres mais leurs soldes d'opi-

nions sur tous les indicateurs sont repassés dans le vert et leur situation financière s'améliore progressivement.

Cette bonne orientation concerne tous les secteurs sans exception. La plus forte hausse concerne l'industrie dont le solde d'opinions sur le chiffre d'affaires progresse de 14 points. Les services aux entreprises ont également connu une belle hausse de leur solde d'opinions (+11 points) de même que les services aux particuliers (+10 points). Autre bonne nouvelle, les dirigeants du BTP se montrent plutôt satisfaits de leur activité en 2016. Enfin, le commerce de détail sort la tête de l'eau avec un solde d'opinions qui repasse dans le vert.

Comment jugez-vous la situation
économique globale ?



299 500 établissements et

1,4 million de salariés en HAUTS-DE-FRANCE

Les créations d'entreprises en hausse de 2%

vie des entreprises

Plus de 32 900 entreprises ont été créées dans les Hauts-de-France en 2016 selon les premiers chiffres publiés par l'INSEE, soit une augmentation de 2% du nombre de créations sur un an (contre +5% en France métropolitaine). Hors micro-entrepreneurs, cette hausse est encore plus forte (+6% en Hauts-de-France, contre +10% à l'échelle nationale).

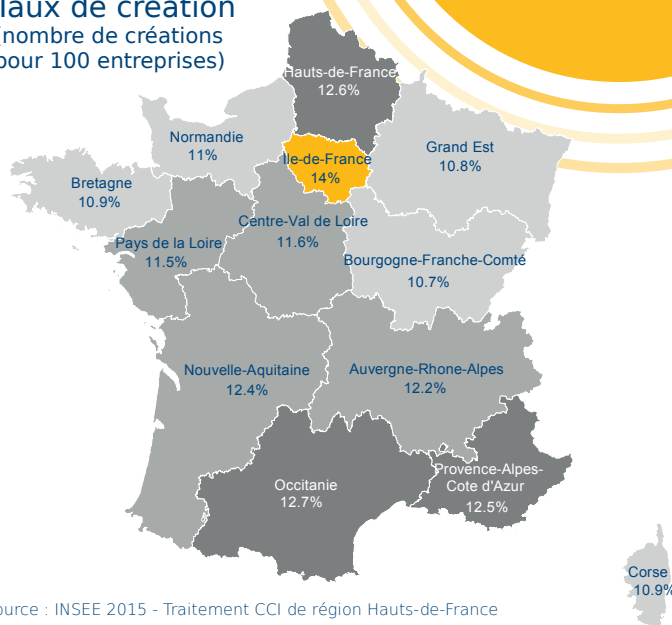
Dans les Hauts-de-France, c'est le secteur industriel qui a le plus bénéficié de cette hausse (+17%, contre +1% en France métropolitaine). Le nombre de créations a également augmenté dans les services (+4%, contre +5% à l'échelle nationale). A l'inverse, il a baissé dans le BTP (-10%, contre -3% en France métropolitaine).

Les créations de micro-entreprises sont encore en recul en 2016 par rapport à l'année précédente (-3%), mais de manière moins marquée qu'en 2015, où elles avaient baissé de plus de 24%.

La région se classe à la sixième place (sur 13) au niveau national en nombre de créations ; on comptabilise 12,6 créations pour 100 entreprises (3^{ème} place) et 54 pour 10 000 habitants (11^{ème} place) en termes de densité entrepreneuriale.

A l'exception de l'Ile-de-France, les régions de la moitié Nord de la France ont des densités entrepreneuriales sensiblement plus faibles que celles de la moitié Sud.

Taux de création
(nombre de créations pour 100 entreprises)



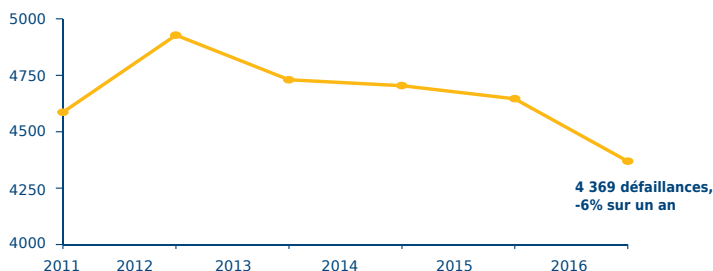
Source : INSEE 2015 - Traitement CCI de région Hauts-de-France

Baisse de 6% du nombre de défaillances

Près de 4 400 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en 2016 dans les Hauts-de-France, soit une baisse de 6% par rapport à l'année précédente, et plus de 9 900 emplois ont été menacés.

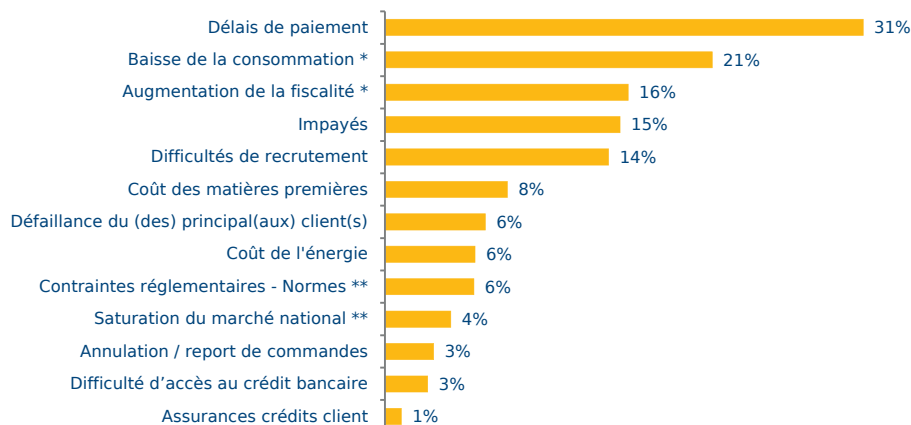
Les plus fortes baisses concernent les secteurs du commerce de gros (171 défaillances, -24%), de la construction (911, -15%), du transport-logistique (123, -12%) et de l'industrie (244, -10%). A l'inverse, le nombre de défaillances a augmenté dans les services : on comptabilise 832 défaillances dans les services aux entreprises (+7%) et 433 dans les services aux particuliers (+1%).

Les défaillances en Hauts-de-France



Source : COFACE - Traitement CCI Hauts-de-France

Un dirigeant sur trois déclare rencontrer des difficultés



34% des entreprises de la région déclarent avoir rencontré des difficultés au cours de l'année 2016.

Près d'un dirigeant sur trois (31%) est confronté à une problématique de délais de paiement. Par ailleurs, un quart des entreprises évoque des difficultés autres que celles proposées. Dans ce cas, il s'agit avant tout de problématiques très spécifiques à l'entreprise ou à son activité (pénurie de produits, travaux de voirie etc.) ; d'autres évoquent des difficultés financières, des charges trop importantes ou encore des lourdeurs administratives.

* La baisse de la consommation et l'augmentation de la fiscalité ne sont proposées qu'aux secteurs du commerce de détail, aux services aux particuliers et à l'hôtellerie-restauration.

** Les contraintes réglementaires et la saturation du marché national sont proposées à l'ensemble des secteurs à l'exception du commerce de détail, des services aux particuliers et de l'hôtellerie-restauration.

Seule la **moitié** des micro-entreprises sont encore **actives**

3 ans après leur **CRÉATION**



2017 - perspectives

Des dirigeants confiants pour l'année à venir

- Une activité soutenue par la demande domestique et les exportations
- Seuls les industriels paraissent moins optimistes que l'an dernier

A l'échelle de la France, les prévisions de croissance demeurent plutôt modestes pour 2017, s'inscrivant dans une fourchette comprise entre 1,3% et 1,6% (après 1,1% en 2016). La faiblesse de l'euro continuerait de jouer favorablement sur l'activité ainsi que les niveaux encore bas des taux d'intérêt et du prix du pétrole (même si ces deux facteurs de soutien ont commencé une remontée).

En interne, le principal moteur de la croissance resterait la consommation des ménages. Celle-ci ne parviendrait toutefois pas à accélérer réellement malgré une amélioration progressive du marché du travail. En effet, le pouvoir d'achat des ménages serait bridé par une inflation un peu plus forte en lien avec la remontée du prix du pétrole. Si la demande interne serait également soutenue par l'investissement, le redémarrage de celui-ci pourrait cependant être pénalisé par l'attentisme prévalant en année électorale.

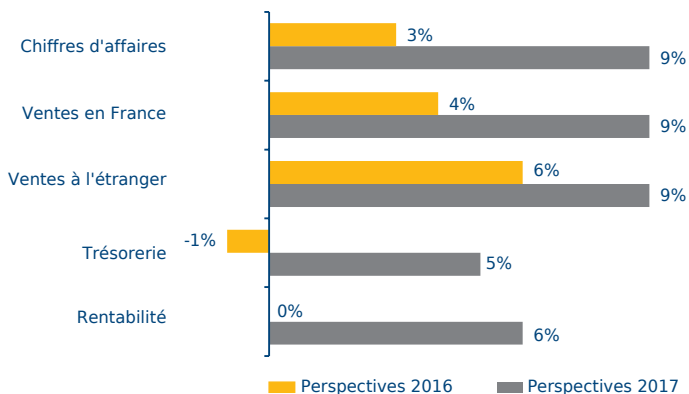
Les résultats de notre enquête à l'échelle régionale sont en ligne avec le scénario macroéconomique global pour la France.

Les chefs d'entreprises des Hauts-de-France tablent sur une activité un peu plus soutenue en 2017 que celle anticipée début 2016. Leur chiffre d'affaires serait tiré vers le haut tant par la demande domestique que par leurs exportations (les soldes d'opinions des ventes en France et à l'étranger atteignent tous les deux +9 alors qu'ils ressortaient respectivement à +4 et +6 lors des précédentes perspectives).

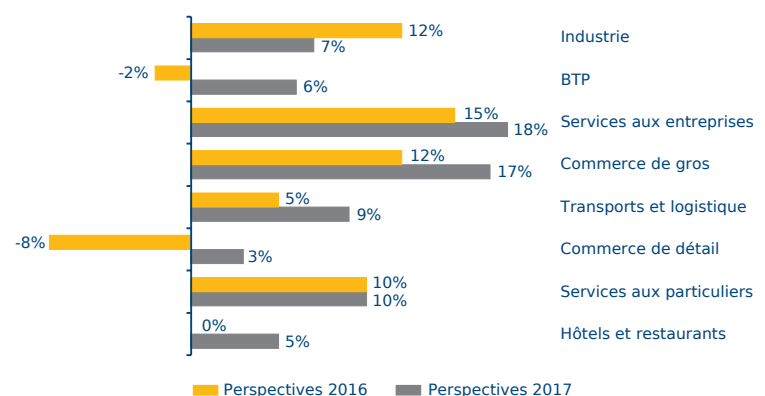
UNE SITUATION FINANCIÈRE ASSAINIE

L'idée d'une normalisation de l'activité est confortée par les anticipations des dirigeants sur leur situation financière. L'épisode de fortes tensions sur les trésoreries observé entre 2012 et 2015, notamment dans les entreprises les plus petites, semble désormais loin de nous. L'indicateur sur la trésorerie attendue pour 2017 ressort à +5 alors que les dirigeants l'anticipaient encore légèrement dans le rouge (-1) début 2016.

Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



Opinion des dirigeants sur le chiffre d'affaires



Un peu plus d'emplois et d'investissements pour 2017

Jugeant leur situation financière désormais assainie, les dirigeants se montrent un peu plus confiants dans leurs anticipations d'investissements avec un solde d'opinions qui repasse dans le vert, à +5 alors qu'il était resté largement négatif (-6) lors des précédentes prévisions début 2016 (voir page 6). Idem en matière d'emplois, nos dirigeants sont un peu plus positifs mais demeurent très prudents (voir page 5).

Quels sont les secteurs les plus optimistes pour 2017 ? Les services aux entreprises et le commerce de gros arrivent en tête avec des dirigeants qui affichent des anticipations de chiffres d'affaires encore plus dynamiques que celles annoncées début 2016.

Autre très bonne nouvelle, les acteurs du BTP sont beaucoup plus confiants en ce début d'année. Les perspectives s'améliorent également dans les hôtels, cafés et restaurants, dans le transport et logistique et même dans le commerce de détail. Elles restent identiques à celles de l'an dernier dans les services aux particuliers. En revanche, elles fléchissent un peu dans l'industrie qui est optimiste sur les ventes à l'étranger mais très prudente sur les ventes en France.

55 % des DIRIGEANTS tablent sur une **stabilité**
de leur activité en **2017** (contre 43% début 2016...)

Lente amélioration du marché du travail

emploi

Après plusieurs années moroses sur le front de l'emploi, les Hauts-de-France enregistrent, pour la deuxième année consécutive, une augmentation de l'emploi salarié dans le secteur privé, gagnant depuis fin 2014* près de 6 200 postes, soit une hausse de +0,4% (contre +1,2% au niveau national).

Cette reprise des créations d'emplois dans notre région est une bonne nouvelle. Toutefois, celles-ci restent encore largement insuffisantes pour compenser les destructions enregistrées au cours des années 2008 et 2009 (-46 600) ainsi que celles des années 2012 à 2014 (-30 550).

Au total, la région Hauts-de-France a perdu près de 71 000 emplois entre le 3^{ème} trimestre 2008 et le 3^{ème} trimestre 2016, soit une baisse de 4,5% sur la période contre -0,9% à l'échelle nationale (-114 600 emplois).

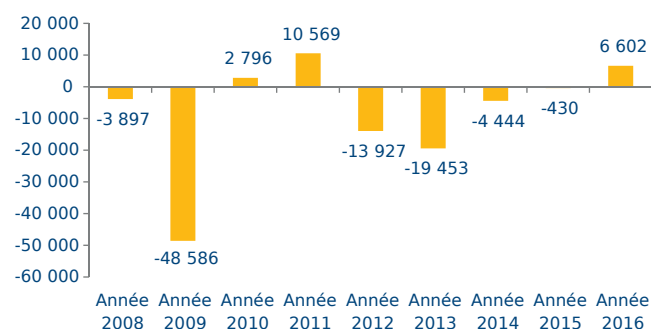
Le taux de chômage régional s'élève à 12,2% au 3^{ème} trimestre 2016, contre 13% au plus fort de la crise. Il reste toutefois le taux le plus élevé des 13 régions françaises et il est supérieur au taux national de 2,5 points, écart qui s'est réduit ces dernières années (l'écart était de 3 points au 1^{er} trimestre 2013).

L'amélioration de l'emploi est avant tout le fait de l'intérim qui a fortement progressé, enregistrant plus de 9 000 créations en 2015 et 2016* (+17%). Les services ont également embauché (+2%), totalisant un gain de près de 13 000 postes sur la région.

Alors que les effectifs dans le commerce restent stables, ils continuent à reculer dans le BTP et l'industrie, avec respectivement des pertes de 5 700 et 11 200 postes sur les années 2015 et 2016*.

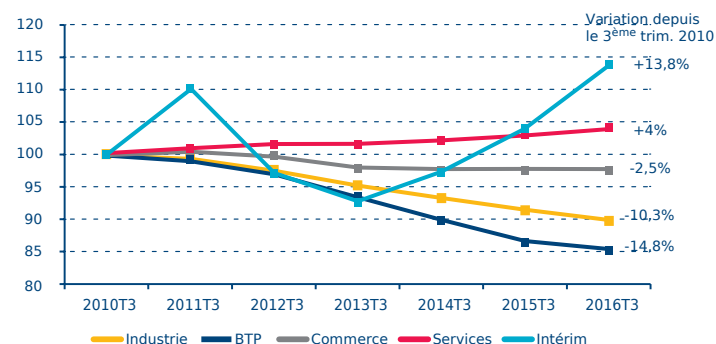
* 3^{ème} trim 2016 par rapport au 3^{ème} trim 2015

L'emploi salarié en Hauts-de-France



Source : ACCOSS - URSSAF, calculs CCI de région Hauts-de-France. Les rythmes annuels sont calculés du 3^{ème} de l'année N-1 au 3^{ème} de l'année N.

L'emploi salarié en Hauts-de-France par secteurs d'activité Base 100 : 3^{ème} trimestre 2010



Source : ACCOSS - URSSAF

22 700 projets de recrutement recensés en 2016 en Hauts-de-France

Le commerce a annoncé plus de 6 330 recrutements en 2016 soit 28% de l'ensemble des projets, notamment dans le e-commerce et dans le cadre de développement de zones commerciales ou d'enseignes.

Il est suivi de près par le **secteur du transport-logistique qui a prévu plus de 6 100 embauches** (27%) notamment avec l'implantation de plateformes logistiques.

L'industrie prévoit de recruter plus de 5 400 emplois principalement dans l'agro-alimentaire, l'automobile, la chimie et la mécanique.

Dans les services ce sont plus de 4 560 recrutements qui ont été annoncés essentiellement dans la restauration, les centres d'appel et les TIC.



En **2017**, ce sont les **SERVICES AUX ENTREPRISES**

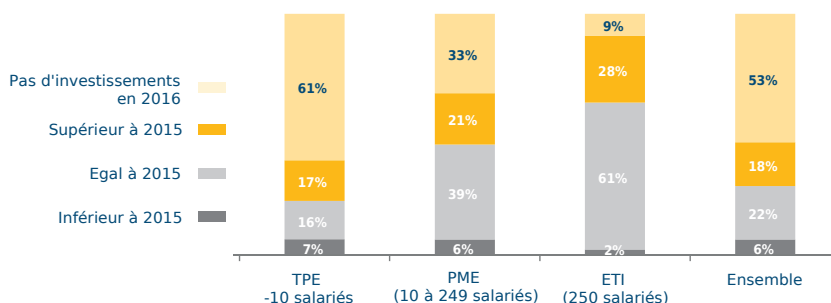
qui prévoient le plus **d'embauches : 16 %**

(contre 11% tous secteurs confondus)

investissements et stratégie

Repli des investissements en 2016 mais des prévisions plus favorables pour 2017

Le niveau des investissements en 2016 a été :

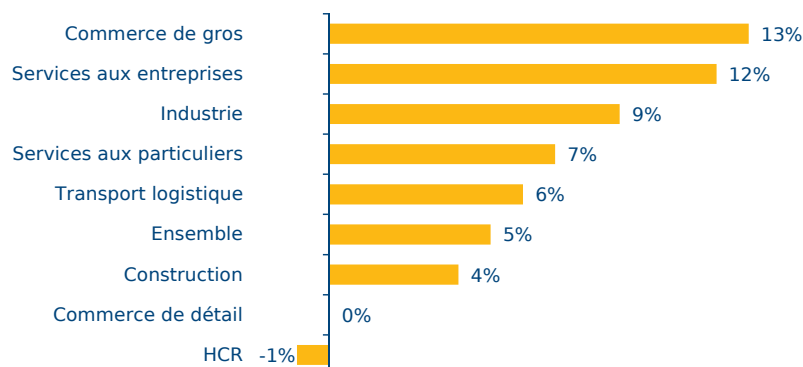


Les investissements en 2016

L'année 2016 est marquée par un nouveau recul des investissements : 53% des dirigeants indiquent ne pas avoir investi en 2016 contre 39% en 2015. Cette baisse des dépenses d'investissements concerne essentiellement les TPE (61% n'ont pas investi) alors qu'une PME sur 2 a autant ou davantage investi et 89% pour les ETI.

Parmi les secteurs d'activité, les investissements ont été plus dynamiques dans le transport logistique où 55% des dirigeants indiquent des dépenses stables ou en hausse sur un an et dans l'industrie (52%).

Opinions des dirigeants sur l'investissement en 2017

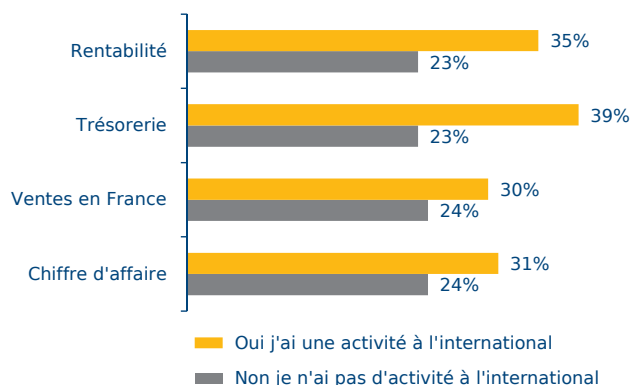


Pour l'année 2017, 1 dirigeant sur 2 envisage d'investir. Quel que soit le secteur on observe une amélioration du solde d'opinions sur les prévisions d'investissements avec des soldes d'opinions plus élevés dans la sphère productive (industrie, commerce de gros et services aux entreprises). Dans ces secteurs, 35% des dirigeants envisagent d'investir dans le développement de nouveaux produits et services, 22% dans l'informatique et les logiciels et 18% dans les process.

Si la dynamique d'investissements devrait être au rendez-vous, l'analyse en termes de dépenses montre que seuls 13% des dirigeants tablent sur une croissance de leurs dépenses d'investissements, 37% ne se prononcent pas faute de visibilité notamment chez les dirigeants d'ETI.

L'international, gage de résistance économique

Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



En 2016, la région des Hauts-de-France a exporté pour plus de 46 milliards d'euros de produits dans un contexte de marché à l'international plus dynamique. Fortes de ce positionnement, les entreprises de la région ayant une activité à l'international tirent leur épingle du jeu en terme de conjoncture.

L'analyse montre en effet que, quels que soient les indicateurs analysés, les entreprises ayant une activité en dehors de nos frontières présentent des soldes d'opinions supérieurs à ceux des entreprises n'ayant pas d'activité à l'international. Le différentiel de solde d'opinions est notable sur la rentabilité (12 points d'écart) ou encore la trésorerie (16 points d'écart).

Les perspectives pour l'année 2017 sont nettement plus favorables pour les entreprises ayant une activité à l'international. Le solde d'opinions sur les prévisions de chiffre d'affaires est 9 points supérieur à celui des entreprises qui ne sont pas actives à l'international, de même l'emploi devrait être plus dynamique avec un solde d'opinions sur les effectifs à 14 contre 6 pour les entreprises non présentes sur les marchés à l'étranger.

59 % des dirigeants considèrent la
FIDÉLISATION CLIENT comme leur
1^{ère} priorité stratégique

La transformation digitale

- enjeux -

La transformation digitale concerne toutes les entreprises quels que soient leur secteur et leur taille. C'est une véritable « révolution » qui va bien au-delà de l'optimisation des procédés ou de l'amélioration de la relation client.

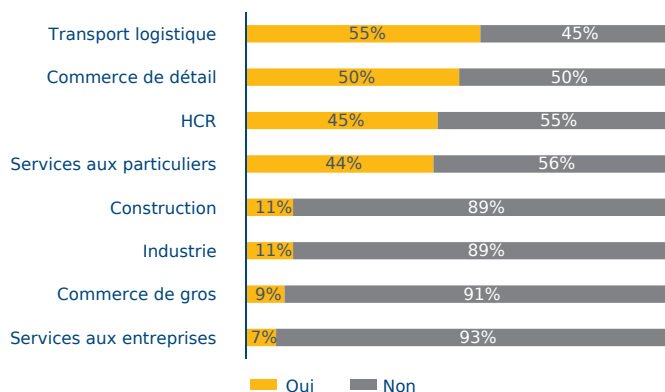
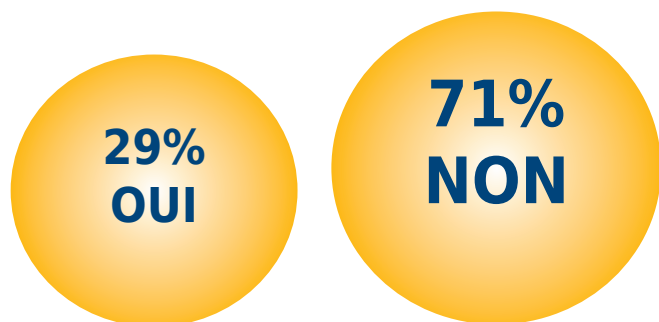
Si les ménages français ont largement adopté les nouveaux usages du digital (accès à internet au domicile, utilisation de tablettes, achats en ligne, etc.), les entreprises françaises sont à la peine. Certes, cette transformation digitale fait craindre la suppression de milliers de postes. Mais elle peut aussi renforcer la compétitivité-coût des entreprises en les obligeant à enrichir l'expérience client et ainsi leur faire gagner des parts de marché.

Les entreprises régionales et le digital : un intérêt limité

Malgré l'importance de cet enjeu, les dirigeants régionaux peinent à se sentir concernés par le digital. Ils ne sont que 29% à considérer que le digital transforme leur entreprise. Si ce résultat ne varie pas en fonction de la taille de l'entreprise, il évolue en revanche selon le secteur d'activité.

Les résultats de notre enquête montrent que la sphère résidentielle tournée vers les consommateurs (commerce de détail, services aux particuliers, hôtels, cafés et restaurants) est nettement plus sensibilisée à l'importance du digital que les entreprises de la sphère productive.

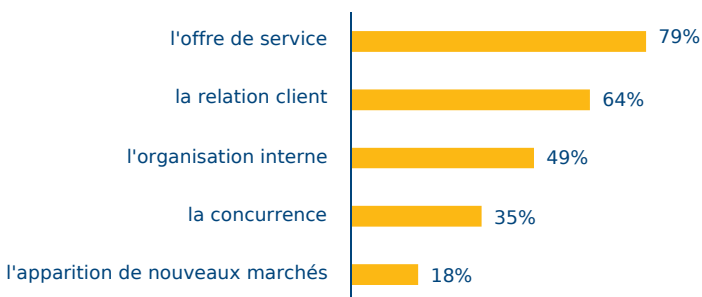
Pensez-vous que le digital transforme votre entreprise ?



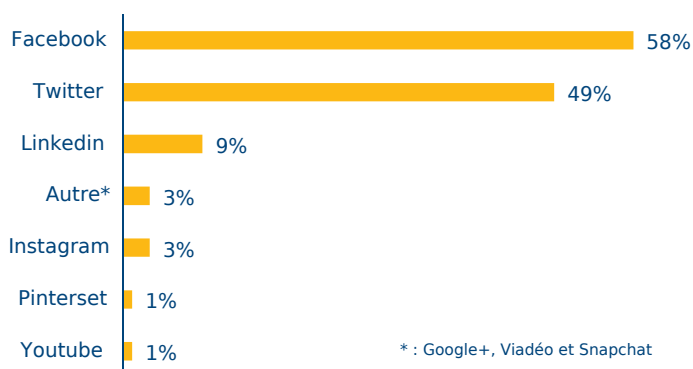
Le digital : pour quoi faire ?

Pour les dirigeants régionaux, la transformation digitale modifie avant tout leur offre de services et leur relation client. Elle oblige à repenser les processus de production mais aussi l'organisation interne car elle est par nature transverse.

Si le digital transforme votre entreprise, c'est à travers :



Sur quels réseaux sociaux êtes-vous présent ?



La présence sur les réseaux sociaux

Plus de 40% des entreprises régionales communiquent via les réseaux sociaux. Facebook et Twitter arrivent largement en tête avec une distinction bien nette entre la sphère résidentielle plus présente sur Facebook et la sphère productive plus active sur Twitter.

Les autres réseaux sociaux restent très confidentiels, notamment You Tube, Pinterest et Instagram. En revanche, le réseau professionnel LinkedIn commence à se démarquer avec 20% des dirigeants de services aux entreprises déclarant l'utiliser.

57 % des commerçants sont
PRÉSENTS sur le web dont
29 % vendent en ligne

Un bilan très satisfaisant

L'activité 2016 peut être considérée comme très satisfaisante pour la 1^{ère} fois depuis 2008. Tous les indicateurs sont au vert, avec notamment 41% des industriels qui sont satisfaits de leurs chiffres d'affaires, mais aussi de leur trésorerie et de leur rentabilité.

Plus que jamais, l'international a tiré l'activité avec un taux de satisfaction 10 points au-dessus des ventes nationales. Avec les services, l'industrie est restée un moteur de l'économie régionale. Le solde d'opinions est de 9 points au-dessus de la moyenne des autres secteurs.

Côté perspectives 2017, on observe une grande prudence avec des soldes d'opinions très en dessous de ce qu'on observe en 2016. Elections présidentielles et législatives en France et contexte politique international très tendu amènent les dirigeants à ne pas trop s'avancer sur les prévisions.

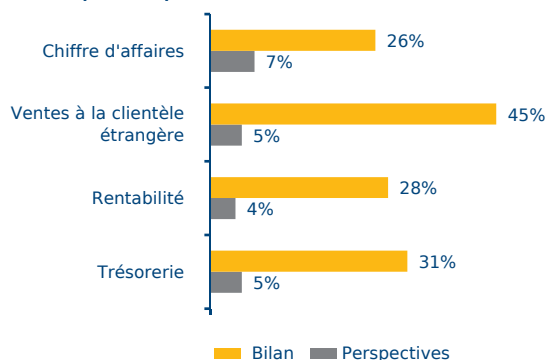
Néanmoins, tout comme en 2016, une bonne surprise en 2017 est possible dans la mesure où les fondamentaux des entreprises sont bien meilleurs que ces dernières années, trésorerie et rentabilité en particulier.

En 2016, l'industrie régionale a, à nouveau, perdu 5 100 emplois salariés, tombant à 272 000 personnes, une baisse de 1,8% sur un an, en léger ralentissement. Ce recul s'inscrit dans l'évolution tendancielle observée depuis de nombreuses années dans ce secteur. Cela porte la perte d'emplois de l'industrie, depuis 2008, à plus de 62 000 (-18,6%).

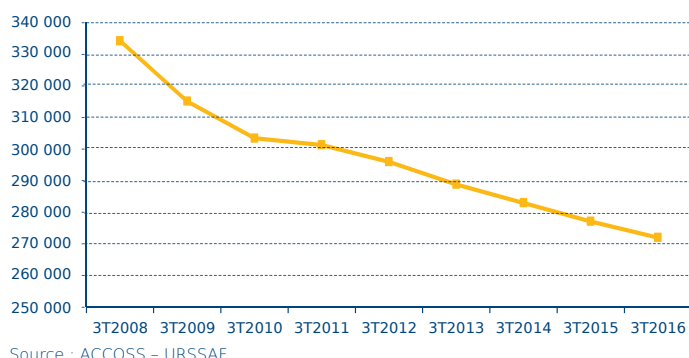
Pour 2017, les perspectives devraient tendre vers une certaine stabilisation. Les industriels sont 3% à prévoir une baisse de l'emploi contre 10% qui anticipent une hausse et 68% une stabilité.



Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



Évolution des effectifs salariés privés



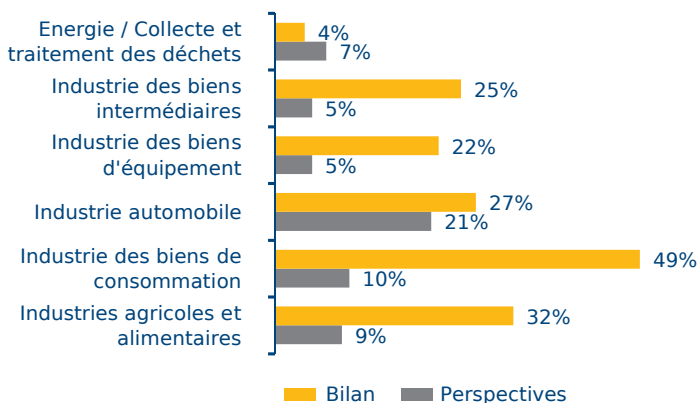
Des perspectives 2017 prudentes dans tous les sous-secteurs

Les industries agroalimentaires et les biens de consommation ont tiré vers le haut le bilan 2016. Ces sous-secteurs enregistrent un solde d'opinions sur le chiffre d'affaire sensiblement supérieur aux autres sous-secteurs industriels (32% et 49%).

Côté trésorerie et rentabilité, l'automobile rejoint ces 2 sous-secteurs avec aussi des résultats très satisfaisants. Les biens d'équipements et les biens intermédiaires ont connu de bonnes performances mais avec plus de volatilité dans les résultats individuels. Seule la collecte de déchets a passé une année très en dessous de la moyenne.

Les perspectives sont prudentes pour tous, à l'exception de l'automobile qui reste confiante pour l'année 2017 avec des constructeurs locaux qui tablent sur une nouvelle augmentation des immatriculations en France et en Europe. Cet optimisme relatif commence à se percevoir côté investissement où les perspectives de hausses deviennent plus importantes que les perspectives de baisse, même si encore 2/3 des répondants ne savent pas se prononcer sur l'année à venir.

Opinion des dirigeants sur le chiffre d'affaires



16 780 établissements



272 000 salariés

Amélioration confirmée en 2016

BTP

Après plusieurs années de grandes difficultés, l'année 2016 permet au BTP de retrouver un second souffle. Ce renouveau est dû à un contexte national favorable, à savoir l'augmentation du nombre de logements autorisés et des mises en chantier de constructions neuves (plus timides en Hauts-de-France), des taux d'intérêt historiquement bas, une politique d'incitation à l'amélioration des logements en matière d'énergie.... Un des signes de cette reprise est la baisse continue du nombre de défaillances d'entreprises de la construction depuis 2013 (-12%).

Le chiffre d'affaires des entreprises du BTP est stable pour près de la moitié des répondants voire bon ou très bon pour 38% d'entre eux. Plus précisément, les entreprises de moins de 10 salariés qui représentent les trois quarts des répondants sont les plus nombreuses à estimer que leur chiffre d'affaires est bon ou très bon.

En ce qui concerne la trésorerie et la rentabilité, elles sont essentiellement stables voire bonnes confirmant les résultats du chiffre d'affaires. Malgré tout, côté investissement, la majorité des répondants n'ont pas investi

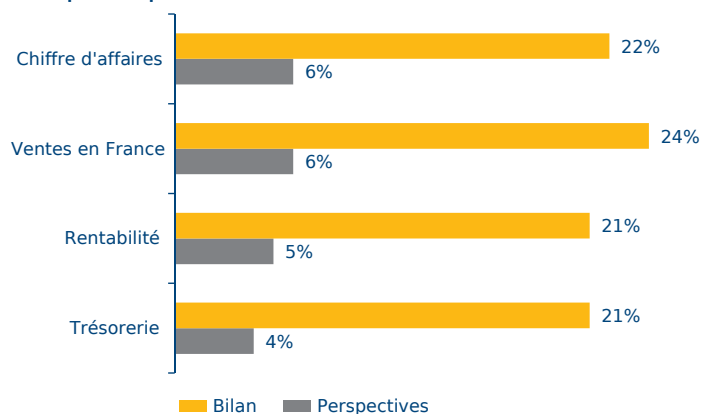
en 2016 et 21% dans les mêmes proportions qu'en 2015, révélant un certain attentisme des entreprises. En effet, malgré une amélioration de l'activité, les dirigeants restent prudents. Ceci se confirme lorsqu'on leur demande leur opinion sur la situation économique globale. Près de la moitié (46%) juge la situation mauvaise ou très mauvaise et 48% moyenne.

Niveau emploi, la baisse enregistrée depuis 2008 s'est ralentie. Alors que chaque année, plus de 4 000 emplois disparaissaient, en 2016, la perte n'est que de 1 500, traduisant la légère reprise de l'activité. Cette amélioration laisse à penser que l'année 2017 marquera si ce n'est le retour à l'embauche, l'arrêt des baisses d'effectifs dans le BTP.

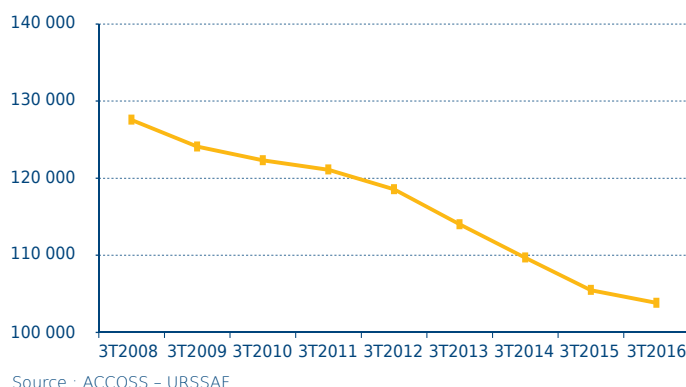
Les dirigeants restent réservés quant à l'évolution de l'activité. Ils sont plus nombreux qu'en 2015 à ne pas savoir comment évolueront leurs effectifs. Cependant, une très large majorité estime que le nombre d'emplois ne va pas varier en 2017 ; 7% envisagent encore de diminuer leurs effectifs soit 2 points de plus que la moyenne régionale.



Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



Évolution des effectifs salariés privés

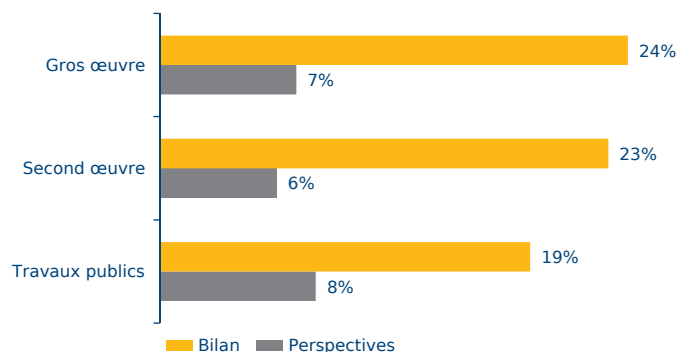


Le secteur du gros œuvre en tête des opinions positives

Fait nouveau en 2016, le solde d'opinions concernant le chiffre d'affaires est positif pour l'ensemble des secteurs. En 2015, les travaux publics enregistraient un solde négatif. Ce bilan positif se confirme également pour la trésorerie et la rentabilité.

Concernant les perspectives de chiffre d'affaires, de rentabilité et de trésorerie, les opinions sont bonnes. Les travaux publics connaissent la remontée la plus importante, passant d'un solde négatif de -17 en 2015 à +8 en 2017. Ce secteur entrevoit enfin un éclaircissement en 2017. Malgré tout, les dirigeants apparaissent les moins confiants que dans les autres secteurs avec des perspectives de trésorerie et rentabilité plus basses.

Opinion des dirigeants sur le chiffre d'affaires



33 780 établissements



103 810 salariés

commerce de gros



Un secteur en progression

L'année 2016 confirme l'amélioration observée en 2015 avec des indicateurs conjoncturels dans le vert. Le solde d'opinions sur le chiffre d'affaires a atteint +11 (contre +5 en 2015), porté par des ventes à l'export soutenues (solde à +24) et, comme pressenti l'an dernier, par un niveau de chiffre d'affaires en forte augmentation pour les « autres commerces de gros* » (+21 contre -1 en 2015), alors que le commerce de gros alimentaire recule de 9 points à +14.

Cette progression de l'activité a bénéficié à la trésorerie et les dirigeants jugent leur entreprise plutôt rentable (solde à +17 contre +5 en 2015). En revanche, les investissements restent fébriles. Ils ont été inférieurs à l'an dernier, voire inexistant pour 65% des dirigeants.

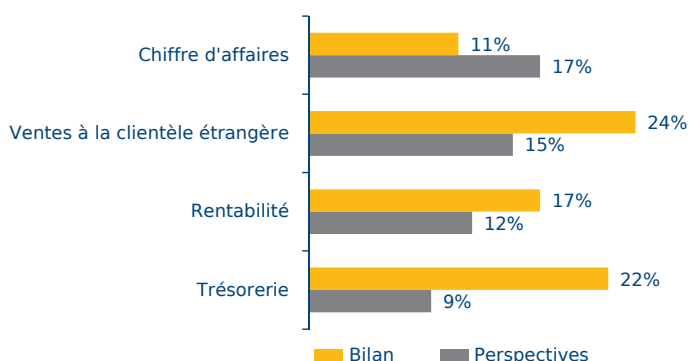
Les dirigeants sont plutôt optimistes pour l'année à venir qui, dans un contexte international tendu, devrait être davantage portée par les ventes en France.

Le redressement du niveau d'activité du commerce de gros n'a, à ce jour, pas encore impacté l'emploi. Le secteur comptait près de 72 500 salariés fin 2008. Depuis, mis à part un léger redressement courant 2011, au moment du regain d'activité, la réduction des effectifs s'est poursuivie avec 6 500 emplois qui ont disparu sur ces huit dernières années (2008-2015), conséquence directe du ralentissement durable observé en matière de commerce international depuis la crise.

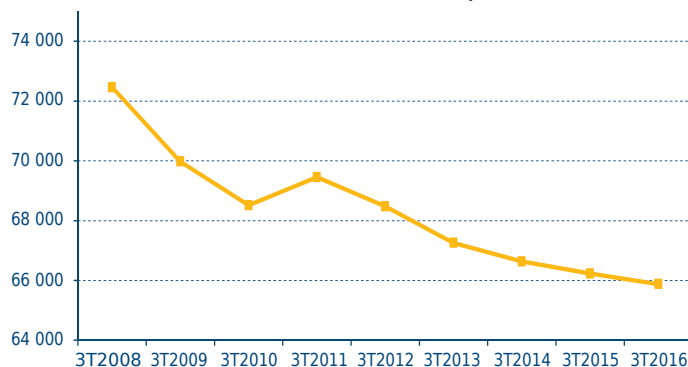
En 2017, la tendance devrait être à la stabilité des effectifs pour les trois-quarts des professionnels du commerce de gros. Toutefois, les dirigeants envisagent quelques recrutements : ils sont 14% à anticiper une hausse de leurs effectifs contre 4% une baisse.

*Le secteur des « autres commerces de gros » est composé, entre autres, des intermédiaires du commerce de gros sur des produits spécifiques tels que les produits pharmaceutiques, médicaux, de parfumerie, ou encore les jeux jouets, articles de sport, journaux, photographie, optique mais aussi les céréales, semences pour animaux...

Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



Évolution des effectifs salariés privés



Source : ACCOSS - URSSAF

46% des dirigeants rencontrent des difficultés

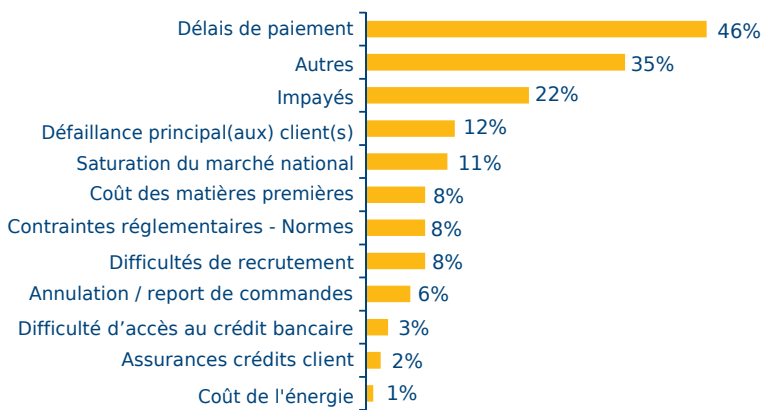
Malgré une année correcte, la part d'entreprises du secteur déclarant des difficultés est plutôt stable par rapport à l'an dernier. Elle concerne 46% des dirigeants. Il s'agit de la part la plus importante en comparaison avec les autres secteurs d'activité.

Les difficultés ressenties sont avant tout d'ordre financier : les délais de paiement arrivent en tête de classement, ainsi que les impayés et, indirectement, la défaillance des principaux clients, qui implique le défaut de paiement et la nécessité de rechercher de nouveaux clients de manière encore plus assidue.

La catégorie « Autres » arrive en seconde position. Dans cette catégorie, les dirigeants citent avant tout le poids des charges, qui ressort pour les trois-quarts des citations. On retrouvera également, de manière moins prononcée, le poids de la concurrence (qu'elle soit considérée comme déloyale ou non).

A noter également : un répondant sur dix considère que le marché national est à saturation. Pour plus de la moitié d'entre eux, l'entreprise n'a pas d'activité à l'export.

Les difficultés rencontrées par les dirigeants



14 510 établissements



65 870 salariés

Encore des perspectives très bonnes pour l'année à venir

Services aux entreprises

Fin 2015, les dirigeants des services aux entreprises projetaient une bonne année 2016. Ils ne s'étaient pas trompés ! Cette année encore, le secteur est celui qui présente les meilleurs bilans : Le niveau de chiffre d'affaires est particulièrement favorable, avec 44% de satisfaits, portant à +33 le solde d'opinions (+ 11 points par rapport à l'an dernier).

Ce bon niveau d'activité est notamment porté par les services dits opérationnels (intérim, nettoyage, sécurité...) et par l'informatique (dont les jeux vidéo et logiciels) dont les soldes montent tous deux à +39.

Le contexte international porteur en 2016 a bénéficié aux services aux entreprises, et particulièrement à l'activité de conseil et d'assistance (solde à +60).

Les niveaux de trésorerie se consolident (solde à +31) et les entreprises sont jugées rentables (+30). Les investissements ont, en revanche, moins bénéficié de ce bon niveau d'activité que l'an dernier (42% ont investi autant voire plus qu'en 2015, contre 48% un an auparavant).

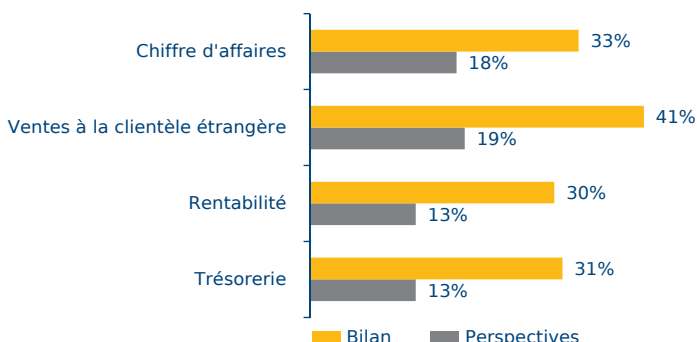
Le secteur des services aux entreprises est le plus optimiste pour l'année à venir. Tous les indicateurs sont au vert. Les dirigeants envisagent un niveau de chiffre d'affaire en hausse (solde à +18), porté tant par les ventes sur le territoire français que les ventes à l'international. Rentabilité et trésorerie devraient être confortées au cours de l'année 2017. L'année devrait être particulièrement bonne pour le secteur de l'informatique, logiciels et jeux vidéo.

Pour la troisième année consécutive, les services aux entreprises sont créateurs d'emplois. Après une perte de 17 000 postes entre 2008 et 2013, le secteur a retrouvé son niveau d'avant crise en créant 17 765 emplois depuis fin 2013.

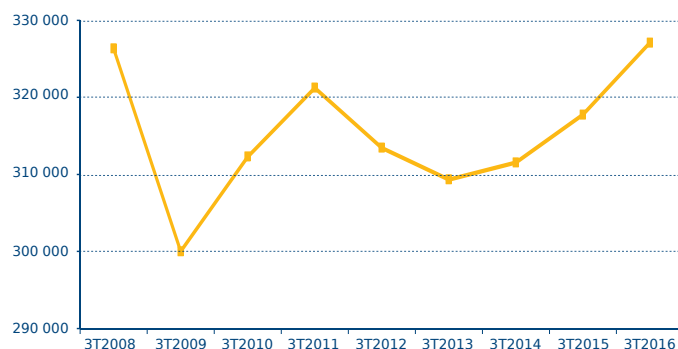
Les services aux entreprises devraient continuer à créer de l'emploi en 2017. 15% des répondants à notre enquête envisagent leurs effectifs à la hausse, contre 2% à la baisse. Ce secteur est celui présentant les meilleures perspectives d'emploi.



Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



Évolution des effectifs salariés privés

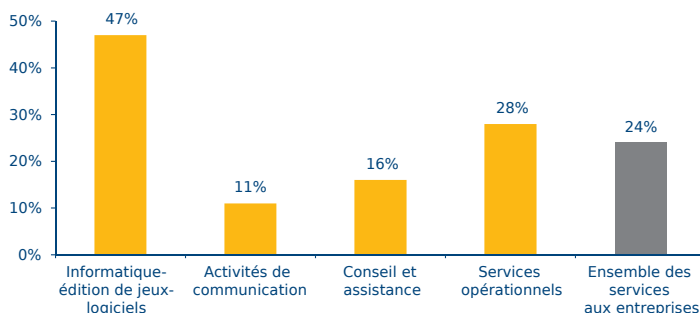


Confirmation d'un marché en croissance

L'an dernier, nous mettions l'accent sur le positionnement des services aux entreprises sur un marché en croissance. 19% des répondants du secteur considéraient leur marché comme tel. A ce jour, cette part atteint 24%, soit près d'une entreprise sur quatre. C'est 5 points de plus par rapport à l'an dernier et également 5 points de plus que la moyenne de l'ensemble des secteurs de l'économie.

Ce positionnement favorable est à attribuer en très grande partie au secteur de l'informatique et les éditeurs de jeux vidéo et logiciels dans lequel les entreprises sont 47% à se déclarer sur un marché en croissance !

Part des répondants jugeant leur marché en croissance



77 860 établissements



327 080 salariés

transport et logistique



Le secteur fait preuve de résilience

L'activité a continué de bien se tenir en 2016 dans le transport et logistique. Les dirigeants jugent que leur courant d'affaires a été très positif avec un solde d'opinions atteignant +19 points (contre +13 points un an auparavant). Il est vrai que l'activité économique européenne est restée relativement porteuse et que le prix du pétrole est remonté graduellement tout au long de l'année dernière pour finir aux alentours des 50 dollars le baril après un plancher à 30 dollars en début d'année.

Preuve que l'environnement était porteur, les dirigeants du transport et logistique ne sont que 37% à juger la situation économique globale mauvaise contre une moyenne de 46% tous secteurs confondus. Ils se montrent rassurants sur leur activité tant sur le marché domestique qu'à l'international. Autre signal très positif, leur situation financière est jugée en bonne santé avec des soldes d'opinions sur la rentabilité et la trésorerie largement dans le vert.

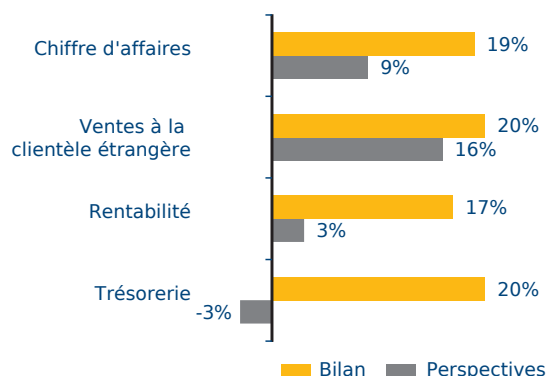
Pour 2017, les dirigeants du transport et logistique se montrent prudents. Ils tablent sur une activité en croissance (le solde atteint +9 alors qu'il n'était que de +5 dans leurs projections début 2016), soutenue tant par leurs ventes à l'étranger qu'en France. Toutefois, ils se montrent

inquiets sur leur situation financière. Le solde d'opinions sur la trésorerie repasse dans le rouge. En revanche, soulagement du côté de la rentabilité où le solde d'opinions ressort à +3. Ce n'est pas une belle performance par rapport à la moyenne tous secteurs (+6) mais c'est bien mieux que ce que nos dirigeants annonçaient début 2016 (-3).

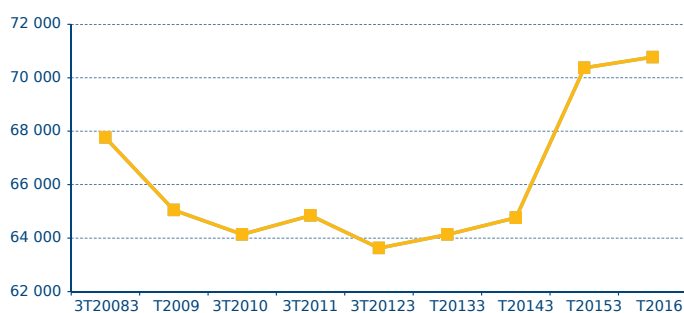
L'emploi salarié a légèrement progressé au cours de la dernière année. Pour l'année à venir, 14% des dirigeants du secteur anticipent une hausse de leurs effectifs (soit la même prévision que l'an dernier). Point positif, ils sont un peu moins nombreux à tabler sur une baisse (7% contre 10% dans les prévisions pour 2016).

Parmi les entreprises interrogées, seulement une entreprise sur huit appartient à un groupe dont le siège se trouve hors de la région, notamment en Belgique, Suisse, Luxembourg et Japon. Ceci démontre un caractère fortement local des entreprises du transport et de la logistique présentes dans les Hauts-de-France. D'ailleurs, presque toutes les entreprises enquêtées n'ont pas de projet d'implantation ni d'exportation à l'étranger.

Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



Évolution des effectifs salariés privés



Source : ACCOSS - URSSAF

Attention, la forte évolution entre 2014 et 2015 est due à une réaffectation de certaines activités au sein du secteur du transport et de la logistique. Il ne s'agit pas de créations nettes d'emplois mais de transfert d'emplois.

Un secteur à la recherche d'une nouvelle dynamique

Malgré une hausse du chiffre d'affaires, les répondants jugent leur marché en pleine maturité, voire en déclin. Leur vision de leur marché a orienté leurs priorités stratégiques vers la fidélisation des clients, la conquête de nouveaux clients et l'amélioration de la qualité de services.

La majorité des entreprises interrogées déclare faire face à une concurrence étrangère de plus en plus forte. Elles souffrent également des importantes fluctuations des prix de l'énergie et des contraintes réglementaires. Face aux nouvelles exigences de la COP21, nos dirigeants déclarent se tourner progressivement vers le transport multimodal, l'intermodalité et la logistique collaborative.

Vos stratégies prioritaires



8 220 établissements



70 770 salariés

L'activité dans le commerce de détail se redresse lentement

commerce de détail

Le commerce de détail des Hauts-de-France connaît une embellie de son activité en 2016 après huit années de baisse continue du courant d'affaires. Le secteur a bénéficié d'une consommation en hausse de plus de 3% sur un an, d'un contexte économique plus porteur et d'une progression de l'indice de confiance des ménages.

Même si la situation est encore fragile, l'ensemble des indicateurs passent dans le vert. Le chiffre d'affaires s'améliore en 2016 avec un solde d'opinions à +3 tout comme la rentabilité (+6) et la trésorerie (+5). Seuls les investissements restent peu dynamiques avec un solde d'opinions à +1.

Pour 2017, les commerçants de la région ne tablent pas sur une accélération de leur activité. Le chiffre d'affaire devrait rester stable (+3) tout comme la rentabilité (+2)

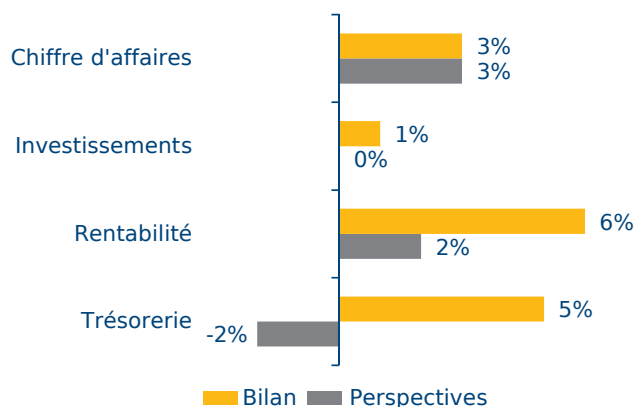
et les investissements. Quant à la trésorerie, celle-ci devrait se replier à nouveau avec un solde d'opinions à -2.

Depuis 2008, le commerce de détail a perdu près de 9 400 emplois. Toutefois depuis 2013 on observe un arrêt des baisses d'emplois. Au 3^{ème} trimestre 2016, le secteur a connu une hausse très modeste de 0,2% (soit + 481 salariés), bien insuffisant pour compenser les emplois détruits au début de la crise.

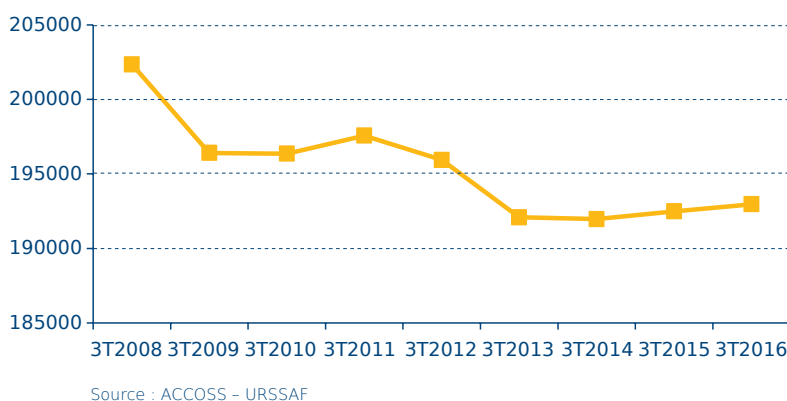
Malgré une activité plus favorable prévue, l'emploi ne devrait pas connaître d'amélioration en 2017. 72% des commerçants de la région anticipent une stabilité de leurs effectifs. Seuls 11% des dirigeants pensent recruter.



Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



Évolution des effectifs salariés privés



Les secteurs du textile-habillement toujours à la peine

L'analyse de l'évolution de l'activité du commerce de détail en 2016 montre quelques disparités sectorielles.

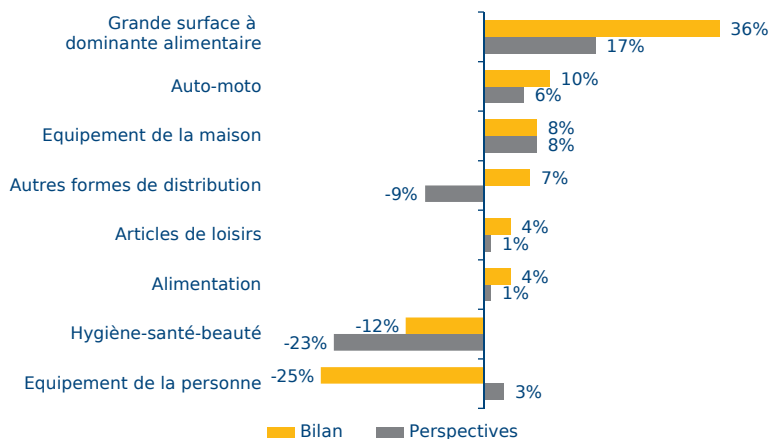
Les grandes surfaces alimentaires ont connu une année 2016 plus dynamique avec un solde d'opinions à +10.

De même, en lien avec la hausse du marché automobile français, les concessionnaires automobiles ont connu une année 2016 plus favorable (+10).

Le secteur de l'équipement de la maison s'est également bien tenu (+8). A l'inverse les commerces de textile et d'habillement ont connu un repli de leur activité (-25) ainsi que l'hygiène-santé et beauté (-12).

Pour 2017, à l'exception des commerces de l'hygiène-santé et beauté dont l'activité devrait se replier à nouveau, les autres secteurs anticipent une relative bonne tenue de leur courant d'affaires.

Opinion des dirigeants sur le chiffre d'affaires



71 000 établissements



192 960 salariés

services aux particuliers



Embellie de l'activité en 2016

Le secteur des services aux particuliers a connu une année 2016 favorable avec un solde d'opinions sur le chiffre d'affaire à +17, venant conforter la reprise observée en 2015. Parmi les entreprises de ce secteur, celles de la santé et de l'action sociale ont connu une année particulièrement dynamique avec un solde d'opinions à +40 pour le chiffre d'affaires. A l'inverse, pour les professionnels des services à la personne (agences immobilières, soins de beauté, réparation d'ordinateurs), la situation a été plus mitigée avec un solde d'opinions à +11.

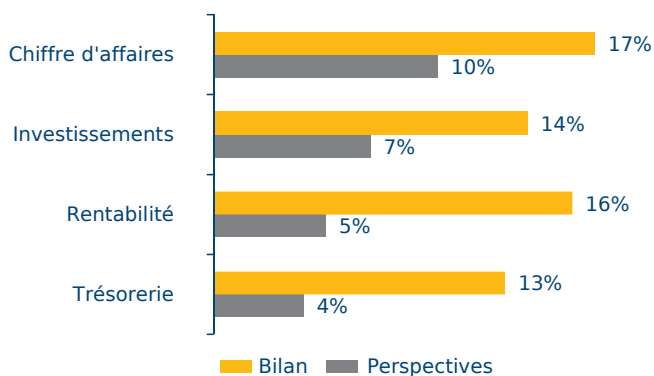
Dans ce contexte plus favorable, les trésoreries ont retrouvé de la robustesse (solde d'opinion à +13) tout comme la rentabilité (+16) ainsi que les investissements (+14). L'année 2017 devrait se poursuivre sur cette tendance positive. Tous les indicateurs restent dans le vert même si les soldes d'opinions reculent légèrement.

Après un repli des effectifs salariés de 1,3% en 2015, l'année 2016 se caractérise par une reprise des recrutements dans les services aux particuliers. Entre le 3^{ème} trimestre 2015 et le 3^{ème} trimestre 2016, le secteur a gagné près de 1 900 emplois. A noter que ce secteur se distingue nettement par sa dynamique en matière d'emploi : +16 500 entre 2008 et 2016.

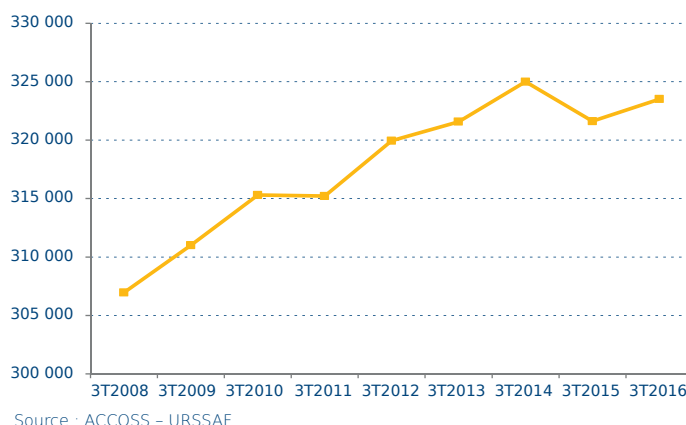
Avec une activité qui devrait rester dynamique en 2017, l'emploi pourrait à nouveau progresser, le solde d'opinions sur les effectifs étant positif à +5.

Les perspectives de recrutements sont plus favorables dans la santé et l'action sociale avec un solde d'opinions à +11 contre +4 pour les services à la personne.

Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



Évolution des effectifs salariés privés



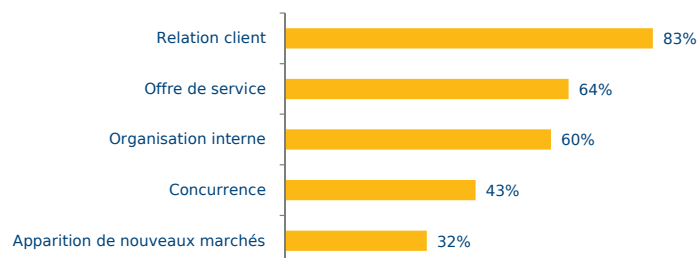
Le digital et les services aux particuliers

Les dirigeants des entreprises de services aux particuliers sont 83% à juger que le digital transforme la relation client.

Celle-ci doit être appréhendée autrement par le développement d'applications spécifiques, par une présence sur les réseaux sociaux...

Le digital remet en cause également l'offre de services proposée qui doit s'adapter aux nouveaux besoins des consommateurs (64%), il impacte également l'organisation interne de l'entreprise (60%).

Les impacts de la transformation numérique dans le secteur des services aux particuliers



57 010 établissements



323 500 salariés

Une reprise de l'activité confirmée en 2016, des perspectives plus nuancées pour 2017

hôtels,
cafés,
restaurants

L'année 2016 aura été une bonne année pour les professionnels des hôtels, cafés et restaurants (HCR). Marquée par l'Euro de football et les cérémonies du centenaire de la bataille de la Somme, la croissance de l'activité hôtelière a été portée par les touristes étrangers.

Plus d'un tiers des chefs d'entreprises du secteur déclarent que la fréquentation de leur établissement a été bonne voire très bonne, ils expriment le même ressenti sur leur chiffre d'affaires. En un an, les Hauts-de-France ont enregistré une hausse de presque 3 % des nuitées hôtelières. L'opinion des chefs d'entreprises du secteur sur leur activité est satisfaisante, avec l'ensemble des indicateurs d'opinion positifs. Ils sont deux tiers à juger la situation économique globale, moyenne ou bonne.

Côté perspectives en revanche, les chefs d'entreprises restent prudents sur l'évolution de leur trésorerie et de leur rentabilité, mais ils sont 21 % à attendre une hausse de leur chiffre d'affaires. Par ailleurs, 80 % des dirigeants de ce secteur souhaitent investir en 2017, ce qui en fait un des secteurs les

plus dynamiques. 74 % des chefs d'entreprises prévoient une stabilité ou une hausse du niveau d'investissement.

L'emploi dans l'hôtellerie-restauration poursuit sa croissance, c'est l'activité de débits de boissons qui connaît la plus forte hausse de ses effectifs salariés, avec plus de 6,5 % d'augmentation des salariés dans ce secteur.

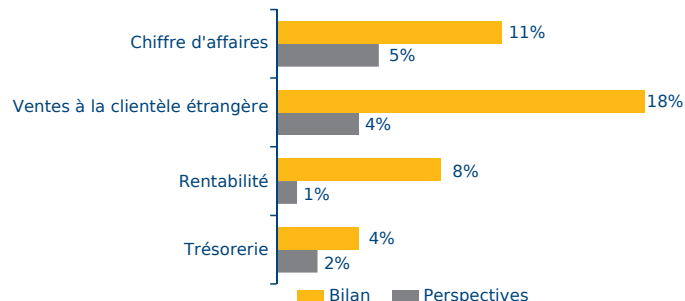
Sur un an, l'emploi a augmenté de 3,3% ce qui confirme la reprise de l'activité.

Sur l'ensemble de la période 2008-2015, l'hôtellerie-restauration a connu une croissance de l'emploi de 10% et se classe ainsi comme le secteur régional le plus dynamique. Ce sont ainsi plus de 5 500 emplois qui ont été créés en l'espace de 7 ans.

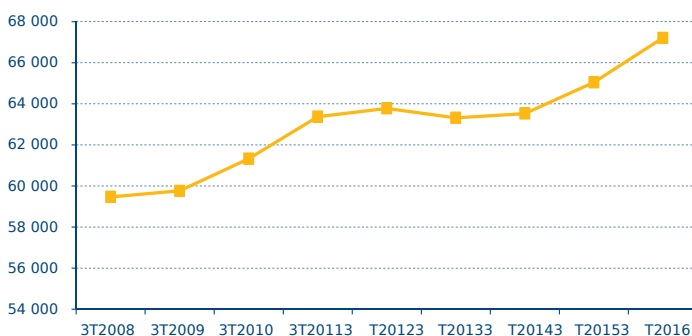
En 2017, l'emploi dans le secteur du HCR devrait rester stable, 80 % des entreprises envisagent une stabilité des effectifs, 6% une hausse, 4 % une baisse et 10% ne se prononcent pas.



Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs



Évolution des effectifs salariés privés



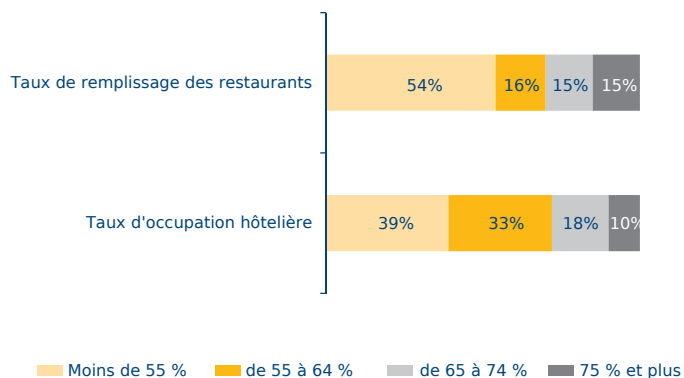
Source : ACCOSS - URSSAF

Des taux de remplissage légèrement en baisse

En 2016, 46% des restaurants des Hauts-de-France ont enregistré un taux de remplissage supérieur à 55% (ils étaient 56% l'année dernière). Dans l'hébergement, ce sont 61 % des exploitants qui ont connu un taux d'occupation supérieur à 55%, un taux identique à l'année dernière.

Cette année fut marquée par deux événements touristiques pour l'activité du HCR : l'organisation de matchs de l'Euro 2016 à Lille et à Lens, et dans une moindre mesure les événements liés au centenaire de la Première Guerre mondiale.

Concernant l'Euro 2016, un quart des entreprises du secteur estiment que l'événement a eu un impact positif sur leur activité. Ce qui se traduit par une augmentation de la fréquentation dont la clientèle étrangère (majoritairement anglaise) et du chiffre d'affaires. La hausse de la fréquentation grâce à l'euro 2016, concerne 80 % des établissements situés sur les zones d'emploi de Lille et de Lens-Hénin Beaumont.



20 250 établissements



67 200 salariés

Principaux chiffres clés par secteurs

	Industrie	Construction	Commerce de gros	Commerce de détail	Transports et logistique	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Hôtels et restaurants	Total
Nombre de créations d'entreprises (2015) ¹	1 285	3 977	1 158	7 418	827	9 048	6 735	1 895	32 363
Nombre d'établissements (2015) ¹	16 779	33 787	14 510	71 006	8 220	77 867	57 015	20 251	299 435
Effectifs salariés (3 ^{ème} T 2016) ²	272 001	103 813	65 877	192 965	70 770	327 086	323 505	67 207	1 423 224

Sources : ¹ INSEE - ² ACOSS URSSAF

Répartition des établissements par territoires et secteurs d'activité

SECTEURS	Aisne	Oise	Somme	Artois	Littoral Hauts-de-France	Grand Hainaut	Grand Lille
Industrie	1 753	2 562	1 434	1 909	2 380	2 121	4 620
Construction	3 378	5 982	2 397	4 484	3 947	3 751	9 848
Commerce	7 048	11 349	6 047	11 520	12 196	9 927	27 429
Services	12 386	22 370	11 324	18 848	20 222	16 842	61 361

Source : INSEE, 2015

Note méthodologique

Enquête réalisée par la CCI de région Hauts-de-France au cours des mois de novembre et décembre 2016 auprès d'un échantillon représentatif (taille, secteur et territoire d'entreprises).

Plus de 4 000 questionnaires ont été exploités à l'issue de cette enquête (1 508 pour le commerce de détail et les services aux particuliers, 997 pour le commerce de gros et les services aux entreprises, 469 pour l'industrie, 463 pour le BTP, 433 pour les hôtels-café-restaurants et 150 pour le transport-logistique). Ces questionnaires sont représentatifs de la structure économique des Hauts-de-France en termes d'établissements.

Le solde d'opinion d'un indicateur est la différence entre les opinions positives et négatives. Par exemple, un solde d'opinion positif sur le chiffre d'affaires signifie qu'il y a plus de dirigeants qui estiment que leur chiffre d'affaires est bon par rapport à ceux qui l'estiment mauvais.

Analyse réalisée par : Aline Bidon, Ksenija Banovac, Delphine Denoual, Sylvie Duchassaing, Annabelle Grave, Tapio Poteau et Grégory Stanislawski.

Retrouvez
les travaux de la direction
des études sur :
hautsdefrance.cci.fr

- Les dernières publications
- La revue de presse quotidienne et les veilles spécialisées
- L'observatoire des comportements d'achats (pack éval'conso)
- Le fichier et les annuaires d'entreprises

